

Balance des paiements

Le déficit du compte courant s'allège

• Il doit s'établir à 3,3% du PIB en 2015

• Les réserves extérieures peinent à reprendre

D'EXCÉDENTAIRE en 2008, le solde du compte courant s'est depuis lors dégradé pour s'établir à moins 5,8% du PIB l'année dernière. Une situation qui a amené le gouvernement à s'endetter pour subvenir aux besoins des importations des marchandises. L'analyse sur une longue période de la Direction des études du ministère des Finances avance deux raisons principales. Il y a d'abord le rythme plus accéléré de l'import par rapport aux exportations. A tel point que le niveau du déficit commercial dépassait la valeur totale des exportations entre 2011 et 2013. Mais l'ampleur des achats à l'extérieur est en lien, selon le ministère des Finances,

avec «le dynamisme de l'investissement, de la consommation finale intérieure».

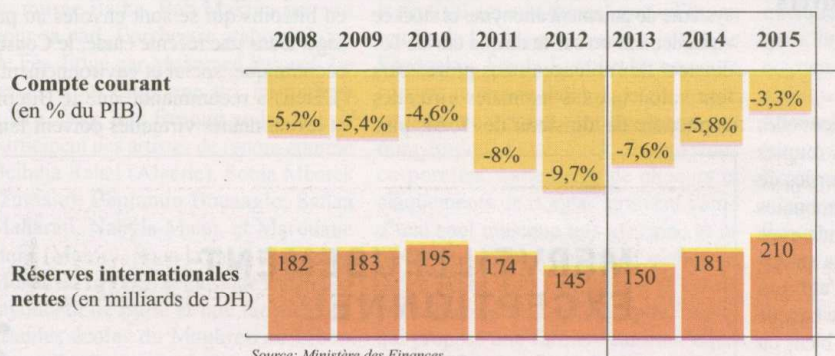
Ensuite, le renchérissement de la facture énergétique. Sur la période 2000-2014, le

s'est consolidé de 1,6% par an durant la période 2008-2014 pour s'établir à 8,4% du PIB. Cette appréciation provient essentiellement des recettes nettes des transferts privés, constituées en grande partie des contributions MRE qui ont atteint 59,1 milliards de DH en 2014. La France qui représentait la première source des transferts des MRE (39,2% sur la période 2008-2013) a quelque peu décroché, sous l'effet de la crise, au profit de nouvelles provenances, notamment les pays arabes, l'Espagne et l'Amérique du Nord.

Cependant, malgré l'amélioration de ces transferts, la position extérieure globale peine à retrouver son niveau des années d'avant la crise et surtout de l'explosion du marché du pétrole.

En 2009, le Maroc disposait d'avoirs permettant la couverture de 9 mois d'importation. Un niveau qui a été réduit à 4 mois en 2012 pour remonter à 5 mois et 13 jours l'année dernière. De manière générale, la position globale extérieure qui retrace les stocks des avoirs et des engagements financiers à l'égard du reste du monde s'est amplifiée de 15,6% en moyenne annuelle depuis 2008. Le

Les deux fondamentaux s'améliorent



Après le creusement du déficit du compte courant en 2012 (-9,7% du PIB), la tendance est à l'amélioration. La prévision de le contenir à -3,3% du PIB en 2015 s'annonce réalisable dans ce contexte de baisse des cours des produits énergétiques. En revanche, la situation des réserves extérieures tarde à se redresser. Le disponible à fin 2014 couvre 5 mois et quelques jours d'importation contre 9 mois en 2009. La banque centrale table sur six mois d'ici la fin de l'année

prix moyen du pétrole s'est apprécié de 11,3% par an, est-il indiqué. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée. Rien que sur les quatre premiers mois, le Maroc a réalisé une économie de 14 milliards de DH sur ses achats de produits énergétiques (Cf. L'Economiste du mai 2015). La prévision de contenir le déficit du compte courant à 3,3% du PIB s'annonce donc réalisable. Reste à savoir si la tendance s'avère du-

Les IDE s'orientent vers l'immobilier

D'UNE période à l'autre, les investissements directs étrangers (IDE) ont perdu 1,2 point de pourcentage du PIB. De 4,2% durant la période 2000-2007, ils sont passés à 3,9% entre 2008 et 2014. La répartition par pays montre également le recul de la France dont la part s'est établie à 39,2% à fin 2014 contre 43,1% entre 2000 et 2007.

Parallèlement, d'autres pays ont consolidé leurs parts tels les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Koweït.

Par secteur, l'immobilier arrive au premier rang avec une part de 24,2% durant la période 2008-2013 contre 12,6% durant la période 2000-2007. Il est suivi du secteur industriel avec 20%. En revanche, les IDE drainés par les secteurs du tourisme et de télécommunications ont baissé de 15,5% et de 28,6% entre 2000 et 2007 à 10,4% et 8,9% entre 2008 et 2013. □

nable. Les prémices de reprise économique en Europe et du renforcement de la croissance dans les pays émergents, conjugués aux conflits armés au Moyen-Orient, sont de nature à provoquer une hausse des cours du brut.

Au-delà, le déficit de la balance des paiements a jusque-là quelque peu jugulé les transferts courants. Le solde des services a progressé de 8,1% en moyenne annuelle entre 2001 et 2014, pour s'établir à 59,5 milliards de DH en 2014. Sur les cinq dernières années, il a enregistré un excédent de 5,9% du PIB en moyenne. Quant à l'excédent de la balance des transferts, il

Maroc a dégagé en 2014, à l'instar des années précédentes, une position débitrice de 619,1 milliards de DH soit l'équivalent de 67,5% du PIB. Alors que le débit atteignait 268 milliards de DH en 2005, ce qui représentait 38,9% du PIB.

Par ailleurs, la valeur globale des avoirs recensés dans la position financière extérieure s'est appréciée de 1,6% en moyenne annuelle durant la période 2008-2014 à 281,2 milliards de DH. □

A. G.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com